

Sixième jour : la guerre

L'insoutenable allégeance de Bouteflika

Depuis plusieurs semaines, des millions de manifestants à travers le monde font connaître bruyamment leur opposition à la guerre contre l'Irak. Ces processions quotidiennes sonnent comme des gifles retentissantes sur la face léthargique du monde arabe.

Le silence complice et approbateur des dirigeants arabes est plus qu'insupportable. Celui de notre Président en particulier. Lors de précédentes déclarations, M. Bouteflika avait clairement affirmé que l'Irak devait se soumettre aux exigences de Washington. Sa non-condamnation explicite des agresseurs américains et britanniques se confirme après le déclenchement de la guerre d'invasion.

Il est tout à fait clair que cette allégeance de Bouteflika à la politique américaine est trop flagrante et nuit grandement à l'image et à l'histoire de notre pays et de notre peuple.

Pour se faire réélire en 2004, il ne fait plus aucun doute que Bouteflika, sous-estimant le soutien des forces politiques intérieures, compte sur le soutien des Américains. Il se tient aveuglément prêt à toutes les concessions pour prouver son allégeance aux USA. Plusieurs faits le prouvent. Sur le plan interne, les Américains ont exercé ouvertement un lobbying pour faire adopter une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui instituerait un droit de concession de notre sous-sol aux compagnies étrangères. Face à la levée de boucliers contre cet abandon manifeste de souveraineté, M. Bouteflika avait opéré un forçage machiavélique en sacrifiant obstinément ses meilleurs hommes. M. Chakib Khelil, un des meilleurs ministres que notre pays ait connus, voit l'immense capital sympathie qu'il a accumulé proportionnellement à l'augmentation de nos réserves de change fondre au fur et à mesure de ses interventions en faveur du projet de loi, essayant d'expliquer maladroitement que les étrangers savent explorer mieux que nous pour trouver du pétrole. On se demande en effet par quel miracle ces dix dernières années, à la faveur de la loi sur le partage de production, les compagnies étrangères ont découvert de nou-



Jeudi 20 mars. La marche réprimée à Alger à laquelle avait appelé le PT.

veaux gisements ? La réponse est simple et scientifique : les observations satellitaires savamment exploitées par des experts montrent là où il faut creuser pour trouver du pétrole ou de l'eau. On n'a qu'à faire pareil sans aller jusqu'à brader notre sous-sol.

M. Benachenhou, un des meilleurs économistes du tiers-monde, intervient aussi maladroitement en pleurant sur l'avenir noir des Algériens si l'on n'adopte pas cette nouvelle loi, alors qu'il était un défenseur acharné du développement hors hydrocarbures. Pourtant, aucune contrainte économique intérieure ne justifie cette soudaine stratégie. L'Algérie voit depuis quatre ans ses réserves de change augmenter sans même y toucher, et de nombreux groupes industriels publics et privés démontrent qu'il y a d'énormes potentiels économiques indépendants des hydrocarbures.

Sous la pression syndicale, le retrait provisoire du projet de loi n'est finalement qu'une ruse de Bouteflika... dans l'attente d'être réélu.

Sur le plan international, on assiste à une anesthésie de notre diplomatie.

Alors que l'Algérie a toujours

été une locomotive diplomatique du monde arabe, aucune initiative n'a été prise pour soutenir la lutte du peuple palestinien livré à lui-même.

La rébellion en Côte d'Ivoire, qui n'est pas un simple feu de paille, risque d'embraser toute l'Afrique de l'Ouest et les pays du Sahel donc les frontières sud de notre pays. La diplomatie algérienne connue pour son efficacité dans ce genre de situations n'a pas bougé le petit doigt. On se rappelle pourtant qu'au début de son mandat, Bouteflika avait mis un point d'honneur à régler le conflit qui opposait l'Éthiopie à l'Erythrée, pourtant loin de nos frontières. A partir du moment où le conflit ivoirien ne gêne pas les intérêts des USA, notre diplomatie fait mine de ne pas s'inquiéter.

Le problème irakien est beaucoup plus grave. Passons sur les douze années d'embargo que l'Irak subit sans réaction des pays arabes, sous le prétexte consensuel que Saddam Hussein est un dictateur. Quelle bonne blague ! Tous les régimes arabes, sans exception, sont des dictatures militaires ou monarchiques.

L'absence totale de vision stratégique du monde arabe est

effrayante. Alors même que le processus anti-irakien était orchestré durant plusieurs mois par l'ONU, sous une apparente légalité internationale, les voix de l'Algérie et des dirigeants arabes sont restées muettes et ont laissé faire les grandes puissances sans exercer le moindre frisson de lobbying. George Bush obéit aux stratégies du Pentagone et des multinationales qui veillent sur la sécurité énergétique et militaire de leur domination industrielle.

Jacques Chirac s'oppose à l'hégémonie américaine, pour défendre les intérêts de l'establishment militaro-industriel français et européen.

Vladimir Poutine et la nomenclatura russe tentent d'envoyer comme ils peuvent l'expansionnisme américain.

La volonté du Pentagone de coloniser l'Irak signifie l'anéantissement de l'élite militaire, scientifique et politique de ce pays et son démantèlement géographique en plusieurs ethnies.

Ce scénario macabre est en train de s'exécuter sous l'œil impassible et consentant des régimes arabes. La voie est ouverte à une domination américaine sans concession sur les gigantesques réserves de pétrole et d'eau irakiens. Des plans sont divulgués çà et là sur le partage géographique de l'Arabie Saoudite, la neutralisation totale de la Syrie, une intervention en Iran et en Libye...

L'opinion publique arabe assiste impuissante, la rage au cœur, au défaitisme incroyable de ses dirigeants. L'Algérie n'y fait malheureusement pas exception.

L'arrivée de Bouteflika au pouvoir en 1999 a coïncidé avec une nouvelle cohésion stratégique de l'Opep et une remontée des prix du pétrole. On s'attendait légitimement à une résurgence du panarabisme pour la défense des intérêts arabes face au monde occidental. Quelle désillusion !

L'enchevêtrement des contradictions internes du Pouvoir algérien, historiques et contemporaines, la dichotomie stérilisante du pouvoir civil et du pouvoir militaire sont devenus politiquement et historiquement insupportables. Les états d'âme des « présidentiables » et les conflits au ras des pâquerettes nuisent beaucoup à la clarté des terribles enjeux qui menacent l'Algérie et tout le monde arabe.

Au point que le constat est amer : à l'instar de tous les dirigeants du monde arabe, il apparaît clairement que la seule préoccupation majeure de Bouteflika est son maintien au pouvoir. Et que celui de ses détracteurs est de l'en empêcher. Sans qu'il se rende compte les uns et les autres que le champ d'action de ce pouvoir se réduit considérablement.

face au drame qui se déroule en direct sous nos yeux, et malgré le jeu trouble et trompeur des mécanismes du Pouvoir algérien, la personnalité historique de Bouteflika ne lui accorde aucune circonstance atténuante.

Saâd Lounès

Soutien au peuple irakien

De nos correspondants

Il faut arrêter la guerre en Irak ! C'est sous ce thème que le Mouvement démocratique et social (MDS) organise depuis hier jusqu'à demain, jeudi, au hall du Théâtre régional de Béjaïa, une série d'expositions qui, outre l'histoire des luttes démocratiques en Algérie, la protesta du mouvement citoyen, dénoncent la guerre en Irak menée par la coalition américano-britannique et mettent à nu le prétexte de « la protection du peuple irakien contre le dictateur Bush ». Le MDS de Béjaïa, sous la direction du fédéral Boubekeur Attik, exprime, par ces journées portes ouvertes, sa solidarité avec

la population irakienne et appelle à « l'arrêt de cette guerre aux conséquences dramatiques pour l'humanité ». La fédération d'Oran du même mouvement organise une rencontre-débat sur la guerre en Irak et ses implications demain, à partir de 15 h, au siège de sa fédération, Plateau St-Michel. Par ailleurs, à Annaba, l'APW, à laquelle se joignent 26 associations et 5 partis politiques, organise une marche ce jeudi sur le cours de la Révolution au centre-ville en soutien au peuple irakien. Pourtant, depuis les émeutes qui ont secoué la région, aucune marche n'a été autorisée.

Dallil Y. / T. K. et Zoubir Oubernine

Communiqué du Cnes

La guerre a été déclarée ! Une guerre injuste et illégale est imposée au peuple irakien par la seule volonté des USA (et leurs alliés). Cette guerre, en violation du droit des peuples, des conventions internationales et sans l'accord du Conseil de sécurité constitue un précédent grave dans l'histoire de l'humanité. La raison du plus fort (condamnée par tous) refait surface et menace inexorablement le monde dans son ensemble. Aujourd'hui l'Irak, qui sera le suivant ?

Pour dire non à la guerre et exiger son arrêt immédiat.

Pour manifester notre solidarité avec le peuple irakien.

Pour rejoindre et renforcer la chaîne mondiale qui s'oppose à cette guerre.

Le Cnes appelle l'ensemble des responsables des organisations syndicales à participer à une réunion de concertation sur les voies et moyens d'agir pour renforcer le réseau national et international en faveur de l'arrêt de la guerre.

La réunion est prévue jeudi 27 mars 2003 à 10 h à Alger (au niveau de son siège national sis 8, rue Hamani).